

## AU COURS D'UNE RENCONTRE AVEC LES MILITANTS DE SON PARTI

## Le constat d'échec de Djahid Younsi

**Le secrétaire général du mouvement Islah a animé, hier, une rencontre avec les militants et cadres de son parti. Lors de son intervention, Djahid Younsi a dressé un tableau peu reluisant de la situation politico-économique nationale.**

**Salah Benreguia - Alger (Le Soir)** - Dans la petite salle à moitié vide de l'hôtel Safir d'Alger, le premier responsable de ce parti fondé par Abdellah Djaballah a passé en revue les différentes et douloureuses étapes qu'a vécues le peuple algérien depuis l'indépendance.

Pour l'ex-candidat aux élections présidentielles de 2009, aucune réelle volonté de changement de la part des tenants du pouvoir n'est affichée depuis l'indépendance. D'ailleurs, explique M. Younsi, un demi-siècle après l'indépendance, le pouvoir s'entête à refuser de faire partie d'un véri-

table dialogue qui mettrait fin à la crise de façon consensuelle, loin des politiques dictées et des projets imposés.

«En 2011, dans le sillage du printemps arabe, le pouvoir a promis des réformes notamment celle qui concerne la loi fondamentale. Mais quatre ans après, le peuple algérien ne connaît pas encore les contours de la nouvelle Constitution», s'est interrogé le conférencier. «Au lieu de le pencher sur les vraies questions et résoudre les vrais problèmes socio-économiques de la population, le pouvoir a choisi la fuite en



Djahid Younsi, président de Islah.

avant.» Présent à cette rencontre, le porte-parole de l'Union démocratique et sociale (UDS), Karim

Tabbou, a encore une fois affiché son mécontentement quant au retard pris par les autorités compé-

tentes dans le traitement du dossier relatif à l'agrément de sa formation politique. Pis, il s'interroge sur le fait que le gouvernement invite l'ancien président de l'AIS, Madani Mezrag, à donner son avis sur la révision constitutionnelle. Pour lui, le pouvoir offre une virginité politique à l'ancien «émir».

Par ailleurs, l'ancien cadre du Front des forces socialistes (FFS) s'est félicité de la «coordination» et du travail entrepris par les partis d'opposition dans le cadre de la CNLTD, d'autant que, rappelle-t-il, les partis de l'opposition n'avaient pas pris l'habitude de discuter ensemble, de se parler et de proposer une alternative crédible, capable surtout d'avoir l'adhésion du peuple.

S. B.

## MEETING DU FORUM SOCIALISTE À BÉJAÏA

## Virulent réquisitoire à l'endroit des parlementaires du FFS

**Invités à un débat pour le compte d'un forum hebdomadaire qu'organise la Radio Soummam tous les jeudis, les deux députés FFS, en l'occurrence Rachid Chabati et Yahia Boukellal, ont accusé les élus du Forum socialiste d'escrocs politiques pour leur dissidence au sein de leur famille politique, notamment dans leur position au sein de l'APW de Béjaïa, qui défraye la chronique depuis décembre dernier et qui ne cesse de se battre pour sa survie.**

La réponse de ces derniers a été fracassante à l'endroit des ex-camarades, lors d'un meeting tenu hier devant le siège de la Wilaya. Les élus du Forum socialiste affiliés à l'APW ont attaqué les députés du FFS de manière virulente, sans compter les jugements portés à chacun des parlementaires qui «se targuent», selon eux, de se refaire une «virginité politique».

Le Forum socialiste, en toute logique

et à la lecture des interventions successives de ses militants, a profité de l'occasion, également, pour lancer un appel à la hiérarchie du parti socialiste d'éviter «l'effondrement» de l'icône de l'opposition nationale «respectée par son glorieux passé».

«Le FFS ne mérite pas cette déconfiture politique, c'est une légende qui mérite tous les respects et toutes les compétences et pas de tels pseudo-élus, qui jouent les marionnettes du pouvoir», avait lancé Karim Bouraï, un élu de l'APW de Béjaïa, lors de ce rassemblement, avant d'enchaîner sur la situation dramatique que vit l'Assemblée populaire de la wilaya depuis 25 mois, qu'il a qualifiée d'apocalypse politique. «Je pèse mes mots, ces députés n'ont aucun mérite citoyen si l'on se réfère à leur crédibilité et leur compétence politique. A chacun d'eux un passé peu enviable. Aujourd'hui, et comme ils sont en grand manque d'arguments devant leur cuisant échec, ils basculent dans l'insulte, preuve ultime de leur désarroi.»

Pour Khaled Tazaghart, figure emblématique du Forum, le rassemblement d'hier était à la fois l'occasion de donner

toutes les explications à la population, concernant le blocage de l'APW et alerter les autorités compétentes pour passer à l'application des règlements et des lois de la République régissant le code de wilaya pour débloquent les ressources de la région et aussi pour réitérer les revendications des citoyens pour officialiser la langue amazighe et la reconnaissance de Yennayer ainsi que celle du chahid.

«Notre démarche n'est autre qu'une alternative pour faire naître l'espoir d'un consensus national pour garantir la stabilité pour notre pays. La reconstruction de ce dernier est une exigence historique et nous pensons que personne ne peut la réaliser si le pouvoir n'est pas associé et à cet effet, nous lançons un appel solennel au président de la République à œuvrer pour cette logique afin d'enclencher un véritable processus de concertation permanente avec tous les partenaires politiques représentatifs et aller vers une Constitution claire qui respecte toutes les revendications citoyennes du pays et qui ouvre ensuite les portes pour une deuxième république», avait lancé Tazaghart.

Kamel Gaci

## IL ÉTAIT EN MEETING À MASCARA

## Bensalah ne croit pas en la réussite de la conférence nationale sur le consensus

**Abdelkader Bensalah, le secrétaire général du RND, a tenu une rencontre samedi matin à la salle Emir-Abdelkader de Bou Hanifia devant une assistance très nombreuse composée d'élus - militants et cadres du parti venus des neuf wilayas de l'ouest du pays ; intervenant une heure durant, l'orateur, en cette circonstance de 18 ans d'existence de son parti, rappela dans quelles circonstances il a été créé.**

Notre parti a été à l'avant-garde de la lutte anti-terroriste et nous avons relevé le défi alors que le pays était menacé dans sa stabilité. Elle n'a pas de prix et nous en faisons notre leitmotiv ajoutera-t-il. Puis il reviendra sur les bienfaits de la réconciliation nationale prouvée par le président de la République.

Des citoyens de tous bords ont payé un lourd tribut durant

cette période, et il évoquera les enseignantes de la proximité de Sfisaf qui véhiculaient le savoir et qui furent assassinées par ces semeurs de la mort. Aux militants et élus, il demandera davantage de mobilisation et de démarches pour être à l'écoute du citoyen pour assurer la continuité évoquant la scène nationale, il écorchera au passage l'opposition qui, dira-t-il, est en rupture avec la

scène politique. Au sein de notre parti, nous nous suffisons de l'initiative du président de la République relative à l'amendement et la Constitution fera-t-il savoir, tenant à préciser ensuite que le RND était attentif au dialogue en ouvrant une parenthèse sur la Conférence nationale du consensus initiée par le FFS. Nous avons eu deux rencontres avec celui-ci, déclarera Bensalah, et sur sa demande. Au cours de nos discussions, beaucoup de questions sont restées sans réponse et voilà donc pourquoi nous ne croyons pas en la réussite de cette conférence.

Les conditions de réussite ne seraient pas réunies selon le secrétaire général du RND.

A propos de l'exploitation du gaz de schiste et s'adressant aux populations du Sud, il s'interroge, l'Etat peut-il prendre des décisions susceptibles de nuire aux citoyens ? Nous soutenons la démarche du gouvernement», dit-il pour clore ce chapitre. En appelant à une conférence scientifique et technique regroupant toutes les parties en ayant pris soin de faire savoir que la décision d'exploitation n'était pas encore définitive. Puis il avertira sur les dangers et les glissements que peut engendrer le recours à la rue et toute forme de récupération quels qu'en soient les motifs. Après son intervention, devrait suivre un débat avec les élus du RND.

M. Meddeber

TENTATIVE D'ARRESTATION  
MOUVEMENTÉE D'UN ANCIEN

## MEMBRE DES AROUCH

## Rassemblement de soutien à Tizi-Ouzou

**C'est une tournure à laquelle les autorités judiciaires de Tizi-Ouzou ne devaient sans doute pas s'attendre en ordonnant que soit arrêté T. Kamal, dont le domicile, au centre-ville, s'est retrouvé cerné de toutes parts dans la matinée de mercredi par les éléments de la Brigade de recherche et d'investigation de la Sûreté de wilaya.**

Il se trouve que T. Kamal n'est pas un banal personnage, puisqu'il a été un acteur des plus actifs du mouvement né après les tragiques événements de 2001. La mouvementée tentative de son arrestation, mercredi donc, a induit la création d'un comité de soutien qui a, en guise de première action, appelé à la tenue d'un rassemblement sur l'esplanade du musée de la ville, au cœur de Tizi, jeudi en milieu de matinée.

Ce qui fut fait, et ce, en présence d'une foule à laquelle ne s'attendaient pas les organisateurs parmi lesquels on retrouvait d'anciennes figures du mouvement des Arouch, dont Mustapha Mazouzi qui, lors de la prise de parole sur le parvis du musée, a affirmé que le mandat d'amener auquel devait répondre T. Kamal n'a pas lieu d'être pour la simple et bonne raison que les poursuites dont fait l'objet ce dernier ont été abandonnées, parce que incluses dans les accords Gouvernement-Arouch, à l'issue desquels d'ailleurs ont été libérés les détenus du mouvement de 2001.

Usant d'un langage d'une extrême virulence, l'orateur s'en prendra surtout au procureur général de Tizi-Ouzou, à ceux qu'il a désignés comme «les tenants du pourrissement qui ne veulent pas de retour à la sérénité en Kabylie» avant de livrer le fond de sa pensée sur «le complot» ou encore «les tentatives de normalisation» dont est la cible la Kabylie. Puis, à Mustapha Mazouzi de se montrer plus menaçant en assurant que le rassemblement de jeudi n'est qu'une première action, pour ensuite céder la parole au premier concerné par cette mobilisation pour une explication avec la presse, au seuil d'entrée du domicile familial.

Point de presse un peu surréaliste, lors duquel T. Kamal a conforté les propos tenus par Mazouzi d'abord pour, ensuite, affirmer qu'il aurait été prêt à répondre à une convocation en bonne et due forme comme n'importe qui, mais eu égard à la méthode employée, il a décidé de ne pas se laisser faire tout en rappelant la genèse de toute cette histoire depuis son arrestation après les événements de 2001 et les accords entérinés avec le chef de gouvernement d'alors, Ahmed Ouyahia.

M. Azedine